

JAYDEN RESOURCES INC.
DISCUSSION ET ANALYSE DE LA DIRECTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES
RÉSULTATS D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

La discussion d'analyse de la direction (DAD) suivante vise à aider le lecteur à évaluer les changements significatifs à la condition financière et aux résultats d'exploitation de Jayden Ressources Inc. (« Jayden » ou la « Société ») au 31 décembre 2012 et pour l'année achevée à cette date en la comparant à la même période en 2011.

Cette DAD doit être consultée en parallèle avec les états financiers consolidés et vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ainsi qu'avec les notes à l'appui. Ces états financiers ont été préparés dans le respect de politiques comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (NIIF) émises par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI).

Sauf indication contraire, tous les montants sont indiqués en dollars canadiens. La date effective de la présente DAD est le 28 mars 2012. D'autres renseignements sur la Société se trouvent sur le site de SEDAR : www.sedar.com.

Contenu de la DAD

1. Sommaire
2. Récapitulatif sur l'exercice terminé le 31 décembre 2012
3. Résultats d'exploitation pour les trois et douze derniers mois se terminant le 31 décembre 2012
 - 3.1 Projets d'exploration
 - 3.1.1 Propriété de Silver Coin
4. Liquidités et ressources en capital
 - 4.1.1 Capital social
 - 4.1.2 Engagements contractuels
5. Opérations avec des parties liées
6. Quatrième trimestre
7. Adoption des normes comptables et décisions découlant des NIIF
8. Instruments financiers
9. Contrôle interne des rapports financiers
10. Estimations et jugements comptables déterminants
11. Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

1. Sommaire

Jayden est une société d'exploration minière menant des activités d'exploration des ressources et de développement de projets. À cet égard, la Société envisage d'acquérir des propriétés de valeur afin de les explorer dans le but d'y mener des études de faisabilité et des activités éventuelles de construction et de production.

Jayden a atteint une étape avancée des activités de production sur la propriété de Silver Coin dont elle détient une participation à 80 %. La propriété de Silver Coin se situe à environ 25 kilomètres au nord de Stewart (Colombie-Britannique) dans la division minière Skeena (Colombie-Britannique) et compte 39 concessions d'un total de 1 470 hectares nets.

Depuis 2004, la Société et son coentrepreneur Mountain Boy Minerals Ltd. (« Mountain Boy ») ont mené de vastes explorations et des études environnementales, métallurgiques et des ressources sur sa propriété de Silver Coin. En avril 2007, Minefill Services a calculé la présence d'une ressource conforme à NI 43-101 sur la propriété de Silver Coin. Par la suite, la Société a mené d'intenses campagnes de forage en 2007 et 2008. En décembre 2009, Tetra Tech Inc. a achevé une étude économique préliminaire conforme à NI 43-101 et intégrant les nouveaux trous de forage et a actualisé ce rapport le 12 mars 2010.

La Société a achevé un programme de forages en septembre 2010 dans le but de confirmer les résultats de forages antérieurs, de remplir les parties non forées de la minéralisation, de prolonger cette dernière vers le nord de la ressource actuelle et d'obtenir de nouvelles carottes pour la poursuite des tests métallurgiques. Suite à ces nouveaux forages, la Société a conclu un contrat avec Minarco Mine Consult pour la préparation d'une mise à jour du Rapport technique conforme à NI 43-101 et de l'analyse économique préliminaire fondée sur une ressource actualisée publiée le 13 avril 2011.

Jayden a entamé un vaste programme de forages en mai 2011 dans le but principal de réduire l'espacement entre les trous de la ressource principale. Ce programme a été achevé en septembre 2011 avec 109 trous de carottes allant jusqu'à 17 468 m. En plus des activités courantes de Jayden au titre de la diagraphie/QAQC et des procédures d'essai, la Société a aussi établi la densité relative d'un échantillon représentatif de la plus grande partie de la carotte extraite en 2011, ce qui a rehaussé les données techniques de la Société.

La Société a présenté les données d'analyse du programme mené en 2011 à Minarco-Mine Consult afin que soit fait un nouveau calcul des ressources et ces résultats sont prévus à la fin du 1^{er} trimestre 2013 et seront présentés comme une partie de l'étude de préfaisabilité du projet Silver Coin.

Jayden a mené la plus grande partie de ses activités d'exploration sur ses propriétés par l'entremise de tiers conseillers et de sous-traitants en géologie.

La Société prend d'autres mesures pour faire progresser la propriété de Silver Coin vers la production, y compris un contrat conclu avec AMEC Earth and Environmental visant la poursuite d'études environnementales de référence entamées en 2009 par Cambria Gordon Ltd. Ces études environnementales de référence seront intégrées à l'objectif de la Société visant à réaliser une évaluation environnementale et à obtenir les permis nécessaires pour construire et exploiter le projet.

Les essais métallurgiques, y compris les tests de broyage, continuent d'appuyer la conviction de la Société selon laquelle la minéralisation de Silver Coin peut être traitée efficacement par des mesures conventionnelles de broyage. En 2011 la Société a mené un programme intense d'essais métallurgiques. Les essais ont confirmé que les estimés initiaux sur la récupération sont positifs, qu'un circuit de gravité pourrait permettre de récupérer l'or libre et l'électrum, qu'un concentré collectif

de sulfure permettrait de récupérer des pourcentages très élevés d'or et d'argent, et que ce concentré pourrait être traité au cyanure dans un four pour récupérer plus de 87 % de l'or et plus de 50 % de l'argent.

2. Récapitulatif sur l'exercice terminé le 31 décembre 2012

- Jayden a accordé 5 250 000 options sur titres à ses administrateurs, directeurs et conseillers à un prix d'exercice de 0,15 \$ par action sur cinq ans.
- Jayden a conclu une convention d'achat des biens avec Decade Ressources Ltd. (« Decade ») visant l'acquisition des concessions minières Grassy 1 et Grassy 2 appartenant à Decade et adjacentes à l'extrémité Est de la propriété de Silver Coin. En vertu de la convention, la Société doit verser 60 000 \$ à Decade d'ici au 31 décembre 2012. Le 12 décembre 2012, la convention a été reportée au 30 juin 2012.
- En juillet 2012, Paul Hung a rejoint le conseil d'administration de Jayden. En relation avec cette nomination Robert Wolfe et Herrick Lau ont démissionné de leurs postes d'administrateurs de la Société. M. Wolfe reste expert-conseil en géologie et M. Lau reste le DF de la Société.
- En août 2012, Jayden poursuit sa domiciliation aux Îles Cayman. Sa filiale, Jayden Ressources (Canada) Inc. est toujours une Société de la Colombie-Britannique.
- En septembre 2012, Letty Wan a été nommée DG de Jayden et David Eaton est devenu le Président. Ils restent tous les deux administrateurs de la Société.
- En octobre 2012, Jayden a introduit une requête pour une double admission en bourse.

3. Résultats d'exploitation pour les trois et douze derniers mois se terminant le 31 décembre 2012

Le tableau suivant indique les renseignements consolidés pour les trois et douze derniers mois se terminant les 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

	Trois mois clos le			Douze mois clos le		
	31 décembre,			31 décembre,		
	2012	2011	2010	2012	2011	2010
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Autres produits et revenus nets	5	588	2,319	740	21,979	251,370
Frais d'administration	(503,322)	(363,298)	(894,007)	(1,871,459)	(1,650,176)	(4,954,849)
Autres frais d'exploitation	-	-	-	(6,085)	(23,536)	(4,493)
Perte nette sur l'année	(503,317)	(362,710)	(891,688)	(1,876,804)	(1,651,733)	(4,707,972)
basique et diluée						
Perte par action	(0.0031)	(0.0018)	(0.0048)	(0.0860)	(0.0083)	(0.0280)

La Société étant une société d'exploration, elle ne tire aucun revenu de l'exploitation minière.

Le tableau ci-dessous indique certains résultats d'exploitation de la Société pour les huit derniers trimestres.

	31 décembre				31 décembre			
	2012	30 septembre 2012	30 juin 2012	30 mars 2012	2011	30 septembre 2011	30 juin 2011	30 mars 2011
Perte nette	(503,317)	(379,607)	(237,879)	(756,001)	(362,710)	(171,801)	(442,168)	(675,054)
basique et diluée								
Perte par action	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.03)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.04)
Dépréciation des intérêts								
des gisements miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	487,100	46,600	-	-	-
Total des actifs	16,807,255	17,102,571	16,846,320	17,224,905	17,473,443	18,032,549	14,821,649	12,123,702
Fonds de roulement	459,427	377,431	893,763	1,299,811	1,849,833	2,858,516	990,007	816,770

Comparaison entre le trimestre terminé le 31 décembre 2012 et le trimestre terminé le 31 décembre 2011

Pour les trois mois précédant le 31 décembre 2012, la Société a enregistré une perte nette de 503 317 \$ comparé à 362 710 \$ à la même période de l'année précédente. L'augmentation de la perte nette par rapport à l'année précédente est principalement due à la rémunération à base d'actions de la période, une augmentation de 440 500 \$. Il y eu une baisse générale dans toutes les autres catégories excepté les honoraires et les frais règlementaires.

À la clôture de l'exercice trimestriel terminé le 31 mars 2012, le fonds de roulement de la société était de 1 299 811 \$ et à la clôture de l'exercice trimestriel suivant terminé le 30 juin 2012, cette position a baissé à 893 763 \$, puis à la clôture de l'exercice trimestriel terminé le 30 septembre 2012, cette position avait baissé à 377 431 \$, cette baisse est principalement comptabilisée par les prêts reçus au cours du trimestre de 630 825 \$. À la clôture de l'exercice trimestriel terminé le 31 décembre 2012, le fonds de roulement avait augmenté à 741 929 \$ en raison d'une reclassification du prêt à payer du passif à court terme au passif à long terme.

3.1 Projets d'exploration

3.1.1 Propriété de Silver Coin :

GÉOLOGIE

La propriété de Silver Coin englobe un secteur de roches volcaniques intermédiaires très altérées du jurassique inférieur. Une cartographie détaillée de la région et de la propriété, menée par le gouvernement et des géologues embauchés par contrat par la Société, indique que la région constituait une éminence paléotopographique avec un stratovolcan centré sur le mont Dilworth à proximité. Les roches ont été coupées par diverses roches intrusives du jurassique et de l'éocène. Pendant les campagnes d'exploration 2011, la Société a tracé des cartes géologiques détaillées de la lithologie, de l'altération et de la structure du principal secteur de la ressource. Ces travaux ont confirmé plusieurs théories liées aux contrôles de la minéralisation et ont permis de mieux comprendre l'altération et la structure qui pourraient contrôler la minéralisation.

HISTOIRE

En 1991, Silver Coin était exploitée comme mine souterraine et produisait 102 539 tonnes d'une teneur moyenne de 8,9 g/t Au et de 55,50 g/t Ag dans la zone Facecut où se trouvent les fortes teneurs, à savoir sur la concession Big Missouri. Ce minerai a été traité à l'usine de broyage Silbak Premier, à proximité.

Avant que la Société ne participe à la propriété de Silver Coin, un total de 422 trous avaient été forés sur une profondeur totale d'environ 37 401 mètres. Ces forages antérieurs visaient

293 trous de forage d'une profondeur totale d'environ 17 500 mètres effectués entre 1988 et 1994.

En 2004, la Société a conclu une entente de coentreprise avec Mountain Boy Minerals Ltd et depuis juin 2006, la Société exploite la propriété de Silver Coin, tandis que Mountain Boy occupe des fonctions exclusivement liées au conseil et aux contrats. Mountain Boy a obtenu un droit de négociation des contrats et de fournir des services liés à l'exploration et au développement de la propriété de Silver Coin. Cela s'est avéré très avantageux pour la Société en raison des capacités de Mountain Boy et de sa connaissance approfondie sur la région.

En 2010, la Société a conclu un contrat avec AMEC Earth and Environmental visant la poursuite des études environnementales de référence entamées en 2009 par Cambria Gordon Ltd. Depuis, AMEC a développé son programme d'échantillonnage d'eau et d'hydrologie et, ce qui est très important, elle a aussi confirmé la conclusion de Cambria Gordon selon laquelle le lac No Name ne contient pas de poissons. Selon les normes de RIC, le lac No Name, l'emplacement potentiel pour les refus de broyage, ne contient pas de poissons et demeure ainsi une option viable pour la planification et l'exploitation du projet. AMEC se concentre sur les études d'hydrologie de surface visant à définir les taux de débit dans plusieurs effluents critiques situés sur la propriété. AMEC a aussi installé une station permanente de surveillance du climat sur la propriété visant à recueillir des données de base sur la qualité de l'air et le climat aux fins du projet.

En 2010, la société a foré un total de 18 trous sur une profondeur totale de 2807 mètres dans le but de confirmer le forage historique, de mieux comprendre la géologie et d'élargir la ressource. En se basant sur les nouveaux résultats de forage, la société a achevé un rapport technique et une analyse économique préliminaire conforme à 43-101 le 13 avril 2011. Cette mise à jour des estimations des ressources fait état d'une augmentation générale de la teneur moyenne en or de 10,9 % et d'une augmentation de 11,1 % du nombre d'onces de ressources déjà signalées, qui sont passées de 191 300 onces mesurées, 644 300 onces indiquées et 655 200 onces présumées, à 218 410 onces mesurées, 624 006 onces indiquées et 813 273 onces présumées. Cette mise à jour tient compte un total de 732 trous de forage (88 645 mètres) et 76 tranchées (1 447 mètres).

Silver Coin comprend une ressource d'or-argent-zinc sur laquelle se trouve une ressource conforme à 43-101 de 24,13 millions de tonnes d'or à teneur de 1,08 g/t représentant un total de 842 416 onces d'or, 4,45 millions d'onces d'argent et 91,17 millions de livres de zinc dans les catégories mesurées et indiquées à une teneur de coupure de 0,3 gramme d'or par tonne. Les ressources présumées sont estimées comprendre aussi 813 273 onces d'or, 6,69 millions onces d'argent et 128 millions de livres de zinc. Minarco Mine Consult, de Beijing (Chine) estime ainsi les ressources dans un rapport technique en date du 13 avril 2011 :

0,3 gt Au Coupure	Tonnes	Au (g/t)	Ag (g/t)	Zn (%)	Au (oz)	Ag (oz)	Zn (lb)
Mesurée	4,372,225	1.55	6.53	0.26	218,410	918,417	25,531,741
Indiquée	19,759,025	0.98	5.57	0.15	624,006	3,537,769	65,642,277
M&I	24,131,250	1.08	5.74	0.17	842,416	4,456,186	91,174,018
Présumée	32,443,840	0.78	6.41	0.18	813,273	6,691,185	128,006,920

TRAVAUX 2011

En mai 2011, la Société a entamé un programme de forage dans le but, entre autres, de faire passer les onces de ressources présumées à des ressources indiquées ou mesurées, de recueillir de nouvelles carottes aux fins d'éventuels tests métallurgiques et de mieux comprendre la géologie du gisement. Ce programme de forage a été achevé en septembre 2011 et comprenait 109 trous allant jusqu'à 17 468 m.

En 2011, la Société a continué les essais métallurgiques et les études environnementales de référence menées sur place et a entamé des études techniques détaillées sur place.

FORAGE 2011

À l'été 2011, la Société a foré 109 trous sur un total de 17 468 m. Ces programmes de forage ont permis de forer sur des largeurs suffisantes de minéralisation en teneur élevée d'or et d'argent. Voici des points saillants de ce programme :

DHID	de	à	Interval le	Poids moyen de l'or (g/T)	Poids moyen de l'argent (g/T)	Poids moyen de l'or (oz.t)	Poids moyen de l'argent (oz.t)
SC11-328	41.2	57.68	16.48	1.553	6.625	0.045	0.193
SC11-334	8.2	35.91	27.71	1.334	7.609	0.039	0.222
SC11-341	89.57	106	16.43	2.673	14.247	0.078	0.416
SC11-350	99.2	104.3	5.1	4.235	13.261	0.124	0.387
SC11-351	93.5	150.16	56.66	1.476	4.714	0.043	0.138
	189.6						
SC11-351	7	202.69	13.02	2.743	3.761	0.080	0.110
	171.0						
SC11-353	5	174.12	3.07	18.747	11.768	0.547	0.343
	113.3						
SC11-354	7	129.87	16.5	2.109	16.577	0.062	0.483
	143.6						
SC11-354	4	152.42	8.78	2.044	9.038	0.060	0.264
	136.2						
SC11-356	5	148.44	12.19	1.188	4.711	0.035	0.137
	153.1						
SC11-356	8	160	6.82	2.290	6.980	0.067	0.204
	185.9						
SC11-356	3	192.27	6.34	3.701	10.895	0.108	0.318
SC11-357	91.5	94.5	3	24.964	14.650	0.728	0.427
SC11-357	184	200.56	16.56	3.250	10.815	0.095	0.315
	204.3						
SC11-357	5	208.85	4.5	2.134	5.267	0.062	0.154
SC11-358	91.5	117	25.5	1.851	3.375	0.054	0.098
SC11-358	133	161.35	28.35	1.252	4.764	0.037	0.139
SC11-358EXT	133	162.87	29.87	1.158	2.050	0.034	0.060
SC11-358EXT	158	159.56	1.56	4.319	2.800	0.126	0.082
	112.7						
SC11-359	2	122	9.28	2.596	10.374	0.076	0.303
SC11-360	14.15	24.34	10.19	2.156	7.411	0.063	0.216
SC11-361	58.04	66	7.96	25.239	34.726	0.736	1.013

JAYDEN RESOURCES INC.

Discussion et analyse de la direction
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012

SC11-362	146	157.6	11.6	2.495	10.265	0.073	0.299
SC11-363	128	155.02	27.02	5.717	13.879	0.167	0.405
SC11-363	156.4	170.84	14.44	1.654	5.873	0.048	0.171
SC11-363	173.5	191	17.5	1.753	4.804	0.051	0.140
SC11-365	89.46	93.49	4.03	3.796	11.191	0.111	0.326
SC11-367	58	80.66	22.66	1.152	4.853	0.034	0.142
SC11-368	128.5	131.56	3.06	7.154	22.348	0.209	0.652
SC11-370	198.1	210.5	12.4	0.940	3.243	0.027	0.095
	235.9						
SC11-370	5	249.33	13.38	2.816	34.248	0.082	0.999
SC11-373	247.8	248.76	0.96	13.630	83.900	0.398	2.447
SC11-376	44.5	46	1.5	9.900	5.200	0.289	0.152
SC11-404	64.46	80.58	16.12	7.104	10.768	0.207	0.314
SC11-409	15.24	21	5.76	2.687	47.630	0.078	1.389
SC11-409	26.7	29.98	3.28	3.542	118.630	0.103	3.460
SC11-417	58.71	71.16	12.45	3.643	22.107	0.106	0.645
SC11-417	82.97	89	6.03	7.919	28.684	0.231	0.837
SC11-421	42	51	9	1.642	62.052	0.048	1.810
SC11-422	18.29	25.36	7.07	2.079	10.537	0.061	0.307
SC11-422	30.18	33.22	3.04	6.902	32.200	0.201	0.939
SC11-424	78.45	96.93	18.48	11.684	18.885	0.341	0.551
SC11-425	35.97	45.11	9.14	5.102	21.881	0.149	0.638
SC11-431	5.33	8.68	3.35	5.595	41.847	0.163	1.221
SC11-433	40.53	43.58	3.05	5.668	16.711	0.165	0.487
SC11-434	46.44	49	2.56	7.959	47.965	0.232	1.399
SC11-437	39.7	46.66	6.96	4.339	14.609	0.127	0.426
	112.5						
SC11-437	4	117	4.46	14.979	60.272	0.437	1.758
SC11-438	66.57	69.49	2.92	6.612	9.547	0.193	0.278
	125.0						
SC11-439	7	126.57	1.5	5.224	22.100	0.152	0.645
SC11-439	147	148.5	1.5	21.220	9.800	0.619	0.286
SC11-440	33.53	37.05	3.52	6.787	30.132	0.198	0.879

En 2011, la Société a continué ses études métallurgiques intégrant des échantillons de teneur inférieure correspondant de plus près à la teneur en minerai attendue d'une exploitation à ciel ouvert modélisée. Certains essais en laboratoire récemment achevés à l'aide d'un échantillon maître de composite (1,2 g/t Au, 4 g/t Ag) et d'autres échantillons de teneurs variables (variant entre 0,5 g/t et 2,5 g/t Au) obtenus dans des trous forés à divers intervalles. Ces échantillons ont été utilisés pour simuler la réaction possible à un traitement du minerai par gravité et flottation, avec la possibilité de lixivier le concentré de flottation par cyanuration.

Ces résultats métallurgiques indiquent que des teneurs inférieures ont bien réagi au processus normal de flottation. De plus, les données d'essai indiquent que le traitement préalable par gravité permet de récupérer les grosses particules d'or et d'argent ce qui, en retour, améliore la réaction de l'or ou de l'argent à la lixiviation. L'effet combiné de la récupération par gravité et par flottation est attendue à environ 96 % pour l'or et 87 % pour l'argent. *La lixiviation du concentré de sulfure était variée, et la dissolution de l'or a été mesurée entre 85 % et 95 % et les concentrés à teneur moindre ont généralement donné lieu à une moindre récupération.* Les taux de lixiviation de l'argent ont été mesurés entre 40 % et 60 %. La teneur d'un concentré typique de flottation serait attendue entre 29 g/t Au et 93 g/t Ag, contenu dans moins de 5 % du poids de la

matière traitée, ce qui réduirait grandement la dimension du circuit de lixiviation. Alternativement, il serait possible qu'un nettoyage prolongé par flottation du concentré final puisse le réduire jusqu'à 2 % du poids de la matière traitée. Cela indique un excellent potentiel de sur-classification qui pourrait permettre à la Société de vendre ou de traiter le concentré à un autre emplacement. Pour résumer, les essais métallurgiques préliminaires indiquent une excellente efficacité de la flottation qui permet de considérer diverses possibilités de traitement dans l'avancement du projet.

Les études environnementales de référence continuent sur le site en 2011, y compris des enregistrements en continu de la station météorologique de la société. Certaines améliorations ont été apportées pour élargir la portée des données recueillies sur notre réseau d'emplacements de cours d'eau.

Long Lake Hydro est une société privée. Elle développe un grand projet hydroélectrique visant la production continue d'électricité à partir de turbines situées à moins de quatre kilomètres de l'emplacement proposé pour notre usine. Les nouvelles lignes publiques de BC Hydro relieront les turbines et la Société aura accès à une source fiable d'électricité publique située à quelques kilomètres de la propriété pour un minimum de dépenses d'immobilisations.

Vers la fin 2011, la Société a entamé des études d'infrastructure afin de mieux comprendre les aspects importants du développement de Silver Coin. La Société a conclu un contrat avec All North Consultants Ltd. visant à concevoir des infrastructures portant entre autres sur l'accès routier, l'architecture et l'emplacement des structures, les routes entre la mine à ciel ouvert proposée et les usines de broyage et de traitement des déchets, le tracé d'une ligne proposée pour la transmission électrique vers le projet par les turbines de Long Lake Hydro ainsi que les coûts associés à toutes ces opérations de construction et de développement d'infrastructures.

En 2011 la Société a fait de grandes avancées dans sa participation au projet. Cela comprenait l'acquisition des 4 grandes concessions INDI auparavant détenues par Nanika Ressources et l'ajout d'un nombre de concessions isolées jalonnées par la Société à l'intérieur et en périphérie de la partie principale de la concession. En outre, en 2011, la Société a versé 4 M\$ requis pour l'acquisition du projet, augmentant ainsi de 10 % sa participation à Silver Coin, qui est maintenant de 80 % dans ce projet. Pour une meilleure flexibilité de la planification opérationnelle future, la Société a conclu une convention d'option visant à acheter les deux concessions Grassy de Decade Resources. Ces concessions sont à l'est et mitoyenne au bloc principal de Silver Coin et peuvent fournir un espace supplémentaire pour les opérations à venir sur le site.

La Société a aussi élargi la portée des travaux d'AMEC qui incluront un plan détaillé des installations et des réservoirs visant les déchets de roche et de broyage. Ce plan sera fondé sur les travaux récents menés par Minarco pour le développement d'une mine et d'un plan d'usine pour le projet.

TRAVAUX 2012

Au cours de l'année 2012, la Société a mené des études techniques avec ses entrepreneurs principaux, AMEC Earth and Environmental, All North Consultants Ltd. et Minarco Mineconsult pour faire avancer le projet et en prouver la viabilité économique. En se basant sur ces études, la société espère publier un rapport de préfaisabilité au 4^{ème} trimestre 2012 ou au 1^{er} trimestre 2013.

Au cours de l'année 2012, la Société n'a réalisé aucun travail de terrain puisqu'elle était concentrée sur l'achèvement de l'étude de préfaisabilité.

En bref, la propriété de Silver Coin contient d'importantes ressources en or et en argent, elle convient à l'excavation économique à ciel ouvert, et la métallurgie de la minéralisation est excellente puisqu'elle offre des taux de récupération élevés et plusieurs options pour le traitement

des concentrés. Elle est accessible par voie routière et peut être alimentée par des sources fiables d'électricité à seulement quelques kilomètres du site. La route Granduc traverse la propriété, reliant Silver Coin au port en eau profonde de Stewart, en C.-B.

4. Liquidité et ressources en capital

Le tableau suivant résume les fonds en caisse, fonds de roulement et flux de trésorerie de la Société
Au 31 décembre,

	2012		2011	
Espèces et quasi-espèces	\$	227,074	\$	1,537,340
Fonds de roulement		741,929		1,849,833
Exercice clos le 31 décembre,		2012		2011
Caisse nette utilisée dans les activités d'exploitation		(1,590,172)		(1,851,313)
Caisse nette utilisée dans les activités d'investissement		(735,966)		(4,930,597)
Encaisse nette fournie par les activités de financement		1,015,872		7,894,701
Change net en espèce	\$	(1,310,266)	\$	1,112,791

La Société dépend de la vente d'actions propres pour le financement de ses activités d'exploration, et pour le versement d'acquisition de propriétés et les coûts généraux et administratifs. La Société a sollicité du financement additionnel en 2011 pour maintenir son programme d'exploration. À l'exercice terminé le 31 décembre 2011, elle a reçu 7 894 701 \$ de l'exercice de bons de souscription.

Au cours de l'exercice terminé en 2012, la société a conclu une convention de prêt avec le DG et l'administrateur de la société selon laquelle 1 015 872 \$ ont été prêtés à la société sans intérêt ni durée de la convention.

Afin de maintenir la propriété de Silver Coin en règle, aucun ouvrage ni paiement n'est exigé sur la majorité des concessions jusqu'à octobre 2017, à l'exception de la concession du Kansas qui, à titre de concession de la Couronne, est assujettie au paiement d'une taxe annuelle de 24 \$. Pour certaines concessions isolées et récemment acquises, antérieures aux anciennes concessions situées sur la propriété de Silver Coin, des paiements annuels devront être versés en octobre 2012 et septembre 2013.

Jayden a achevé ses plans pour 2011 visant la réduction de l'espacement entre les trous de forage, les essais métallurgiques préliminaires, et à entamer la planification des études de référence sur les mines, la cartographie géologique en plus de s'assurer d'un approvisionnement adéquat en eau et en électricité. Ces éléments sont essentiels pour faire avancer le projet vers la faisabilité.

La Société devra continuer à se financer pour faire avancer ses plans d'exploration.

4.1.1. Capital social

Le 8 août 2012, la Société a changé sa domiciliation et a été enregistrée aux Îles Cayman en tant que société exonérée avec responsabilité limitée par le biais de la continuation. Parallèlement à la continuation dans les Îles Cayman et conformément aux Articles, le capital social autorisé de la société est passé simultanément à 5 000 000 000 actions sans valeur nominale, avec une contrepartie totale pour laquelle ces actions doivent être émises pour 10 000 000 000 \$ canadiens.

Avant cela, le capital social autorisé à la Société est d'un nombre illimité d'actions ordinaires dont 251 396 301 ont été émises et déjà mises en circulation le 31 décembre 2012.

En mai 2010, la société a procédé à l'émission de droits de souscription en vertu de laquelle un droit a été émis pour chaque action détenue et chaque droit de souscription a permis au détenteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire pour 0,05 \$. Au total, 91 576 134 actions ont été émises élevant le produit brut à 4 578 807 \$. Des coûts d'émission d'actions de 3 684 062 \$ ont été engagés. La société Progress Advanced Holdings Ltd. (« Progress Advanced ») a accepté de fournir un engagement d'attente en vertu duquel elle achèterait toutes les actions ordinaires qui n'auraient pas été autrement souscrites à la date d'échéance de l'émission des droits. En contrepartie, Progress Advanced a reçu 22 894 033 bons de souscription assortis d'un droit permettant à la société d'acquérir une action ordinaire supplémentaire à 0,05 \$ pour une période de six mois à compter de la date de clôture, reportée au 30 septembre 2011. La juste valeur de ces bons de souscription était de 3 449 070 \$, montant qui a été comptabilisé dans le total des frais d'émission d'actions.

En octobre 2011, la Société a émis 67 894 033 actions découlant de 45 000 000 bons de souscription d'actions ordinaires pouvant être exercés à 0,15 \$ par action et 22 894 033 bons de souscription d'actions ordinaires exercés à 0,05 \$ par action, pour des profits bruts de 7 894 701 \$.

Au 31 décembre 2011 et 2012, la Société n'avait aucun équivalent en actions indivisées des bons de souscription en circulation.

Au 31 décembre 2012, la Société n'avait aucune action bloquée.

La Société a un régime d'option d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximal d'options soumises au régime, globalement, ne doit pas dépasser 10 % des actions émises et en circulation de la société. La durée maximale d'une option est de 10 ans et l'acquisition est à la discrétion du conseil d'administration, cependant, les options attribuées aux consultants exécutant des « d'activités de relations avec les investisseurs » doivent être acquises progressivement sur une période de 12 mois au minimum, en faisant l'acquisition d'¼ des options tous les trois mois ou sur une période plus longue selon ce que le conseil d'administration a décidé. Le prix d'exercice ne doit pas être inférieur au prix du marché de l'escompte conformément aux conventions TSE.

En janvier 2012, la Société a accordé 5 250 000 options sur titres à ses administrateurs, cadres et conseillers à un prix d'exercice de 0,15 \$ par action sur cinq ans.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, un total de 400 000 options étaient perdues et 85 000 options sont arrivées à terme à la fin de l'année, un total de 17 520 000 options étaient en circulation et pouvaient être exercées à des prix variant entre 0,15 \$ et 0,20 \$ par action. Le coût moyen pondéré de l'exercice financier est 0,19 \$ par action. Le nombre maximum d'actions visé par l'ensemble du plan, ne peut dépasser 10 % des actions émises par la Société. La Société utilise le modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes pour estimer la juste valeur de marché des options.

Durant l'exercice terminé le 31 décembre 2012 la Société a reconnu 487 100 \$ (2011 – 46 600 \$) de rémunération à base d'actions. La Société a eu recours au modèle d'évaluation d'options Black et Scholes pour estimer la juste valeur de marché des options à la date d'attribution à l'aide de ces hypothèses moyennes pondérées :

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Taux d'intérêt sans risque	1,26 %	2,65 %
Rendement du dividende	nul	nul
Volatilité attendue	112 %	94 %
Durée estimée de l'option	5,0 ans	2,0 ans

Les modèles d'évaluation des options requièrent l'entrée d'hypothèses très subjectives à propos de la volatilité prévue. Des variations de ces hypothèses peuvent avoir un impact important sur l'estimation de la juste valeur de marché. Par conséquent, les modèles existant ne mesurent pas nécessairement de manière réaliste la juste valeur de marché des options sur titres et des bons de souscription de la Société à la date de l'attribution ou après cette dernière.

4.1.2. Engagements contractuels

La Société a conclu des contrats de consultation pour les services suivants :

	Monthly Fee \$	Service Provided
Baron Global Financial Canada Ltd.	10,000	Corporate advisor
James Andrew & Company	6,000	Consultant
Lawrence A. Dick Consulting Ltd.	3,000	Consultant
Robert Perry Consulting LLP	US\$13,000	Geological services
Carta Exploration Ltd.	6,000	Geological services
TransMax Investing	10,000	Management
Letty Wan	HK\$60,000	Management and director's fees

5. Opérations avec des parties liées

(a) Créances des parties liées

Au 31 décembre 2012, Baron Capital Limited, une société dont l'un des administrateurs est un membre de la famille de Ms Letty Wan, le DG et l'un des administrateurs de la société, devait 257 259 \$ à la société.

(b) Dépenses des parties liées

Le Groupe a conclu les transactions importantes suivantes avec des parties liées au cours de ces périodes :

Services fournis pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Services administratifs \$	Services conseil \$	Frais de location et de bureau
Baron Global Financial Canada Ltd. (1)	78,000	-	42,000

Services fournis pour l'exercice clos le 31 décembre 2011	Services administratifs \$	Services conseil \$	Frais de location et de bureau
Baron Global Financial Canada Ltd. (1)	78,000	-	42,000
Baron Asia Limited (2)	-	-	20,742

- (1) M. Herrick Lau Mong Tak et M. David Arthur Eaton, DF et administrateur de la société, sont respectivement le directeur général et le président de Baron Global Financial Canada Ltd.
- (2) Mme Letty Wan Ho Yan, DG et l'un des administrateurs de la société, a une participation de contrôle indirecte dans la société Baron Asia Limited.

Selon les conventions commerciales entre la Société et les sociétés apparentées, les opérations avec Baron Global Financial Canada Ltd. et Baron Asia Limited continueront après la date du rapport pour se prolonger jusqu'à la fin de la durée de validité des conventions commerciales. Les accords commerciaux des autres opérations avec une partie liée ont pris fin au cours de l'exercice. Les administrateurs de la Société sont d'avis que les opérations avec les parties liées ont été menées dans des conditions commerciales normales et dans le contexte des activités normales du Groupe.

(c) Rémunération du personnel clé de la direction

Le personnel clé de la direction regroupe les administrateurs de la Société dont la rémunération au titre des charges de personnel a été enregistrée ainsi :

	Exercice clos le 31 décembre,	
	2012	2011
	\$	\$
Récapitulatif de la rémunération des salariés		
Salaires et autres avantages	317,650	253,934
Allocations de présence	69,360	23,675
Paiements fondés sur des actions	357,206	-
	<u>744,216</u>	<u>277,609</u>

6. Quatrième trimestre

Au trimestre terminé le 31 décembre 2012, la Société a enregistré une perte de 503 317 \$ par rapport à 362 710 \$ pour la même période de l'année précédente. L'augmentation de la perte nette par rapport à l'année précédente est principalement due à la rémunération à base d'actions de la période, une augmentation de 440 500 \$. Il y eu une baisse générale dans toutes les autres catégories excepté les honoraires et les frais règlementaires.

7. Adoption des normes comptables et décisions découlant des NIIF

Futures modifications comptables

Les décisions suivantes du CNCI entreront en vigueur pour les rapports financiers visant des périodes commençant à partir du 1^{er} janvier 2013 et n'ont pas encore été adoptées par la Société. Toutes ces nouvelles normes ou normes modifiées permettent l'adoption anticipée par l'entremise de conventions intérimaires, selon la date de l'entrée en vigueur initiale.

- Amendements à NCI 1 (révisée) – Présentation des éléments de l'autre résultat étendu

Les amendements à NCI 1 (révisée) exigent que le groupe divise les éléments présentés dans un autre résultat étendu en deux catégories, ceux qui sont susceptibles d'être reclassés plus tard en bénéfice et perte (par exemple, les réévaluations des actifs financiers susceptibles de vente) et ceux qui ne seront probablement pas reclassés (par exemple, les réévaluations du patrimoine et des immobilisations de production). L'impôt sur les éléments de l'autre résultat étendu est attribué et indiqué sur la même base. Les amendements seront appliqués rétroactivement.

- Amendements à NCI 32 – Présentation – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

Les amendements clarifient les exigences de compensation en ajoutant une directive d'application à la NCI 32 qui clarifie lorsqu'une entité « a actuellement un droit ayant force exécutoire pour compenser » et lorsqu'un mécanisme de règlement brut est considéré comme équivalent au règlement net.

- Amendements à NIIF 7 – Divulgations – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

La norme NIIF 7 est modifiée pour introduire les divulgations pour tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés conformément à NCI 32 et ceux qui sont soumis à un accord de compensation maître ayant force exécutoire ou un accord similaire, peu importe s'ils sont compensés conformément à NCI 32.

- NIIF 9 Instruments financiers

La norme NIIF 9 « Instruments financiers » fait partie du projet élargi du CNCI visant à remplacer la norme NCI 39 sur les instruments financiers : comptabilisation et évaluation. NIIF 9 conserve mais simplifie le modèle d'évaluation mixte et établit deux catégories principales d'évaluation des actifs financiers : coût amorti et juste valeur. Le fondement de la classification dépend du modèle d'entreprise de l'entité et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachées à l'actif financier. La norme prendra effet pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015 ou après le 1^{er} janvier 2015. La Société procède actuellement à l'évaluation de l'incidence de la nouvelle norme sur la comptabilité du placement susceptible de vente.

- NIIF 10 États financiers consolidés

La norme NIIF 10 s'ajoute aux principes existants en identifiant le concept de contrôle comme le facteur déterminant permettant de savoir si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. La norme fournit des directives supplémentaires pour aider à la détermination du contrôle là où il est difficile de l'évaluer. La société évalue encore l'incidence de la norme NIIF 10 et elle a l'intention d'adopter la norme dès l'ouverture de l'exercice financier à compter du 1^{er} janvier 2013.

- NIIF 11 Arrangements conjoints

La norme NIIF11 décrit la comptabilité selon les arrangements donnant lieu à un contrôle conjoint; la consolidation proportionnelle n'est pas autorisée pour les coentreprises (tel que nouvellement défini). La norme NIIF 11 remplace les intérêts de la NCI 31 au sein des coentreprises et l'interprétation SIC 13 Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs. La Société évalue encore l'incidence de la norme NIIF 11 et elle a l'intention d'adopter la norme dès l'ouverture de l'exercice financier à compter du 1^{er} janvier 2013.

- NIIF 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

La norme NIIF 12 comprend les obligations d'information pour toutes formes d'intérêts dans d'autres entités, y compris les arrangements conjoints, les sociétés affiliées, les entités à vocation spéciale et les autres entités hors bilan. La Société évalue encore l'incidence de la norme NIIF 12 et elle a l'intention d'adopter la norme dès l'ouverture de l'exercice financier à compter du 1^{er} janvier 2013.

- NIIF 13 Évaluation de la juste valeur

La norme NIIF 13 vise à améliorer la cohérence et à réduire la complexité en donnant une définition précise de la juste valeur et une source unique d'évaluation de la juste valeur et d'obligations d'information à utiliser à travers les NIIF. Les obligations, qui s'alignent en grande partie entre les NIIF et les PCGR américains, n'étendent pas l'utilisation de la comptabilité à la

juste valeur mais fournissent des directives sur la façon dont elle doit être appliquée lorsque son utilisation est déjà requise ou autorisée conformément à d'autres normes incluses dans les NIIF ou les PCGR américains. La Société évalue encore l'incidence de la norme NIIF 13 et elle a l'intention d'adopter la norme dès l'ouverture de l'exercice financier à compter du 1^{er} janvier 2013.

- IFRIC 20 Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert

Dans la norme IFRIC 20, la NIIF Interpretations Committee (comité d'interprétation des NIIF) se prononce sur la comptabilisation des frais de découverte dans le bilan. L'interprétation reconnaît que certaines découvertes de l'activité minière à ciel ouvert profiteront à la production au cours des périodes à venir et elle établit des critères de capitalisation de ces coûts. Bien que la Société ne soit pas encore entrée dans la phase de production, elle évalue actuellement l'incidence de cette interprétation. Base de la présentation (suite)

Les informations sur les nouvelles normes NIIF et les normes NIIF modifiées qui pourraient avoir une incidence sur les conventions comptables du Groupe sont fournies dans la remarque 2(b) des états financiers consolidés annuels les plus récents de l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

Les administrateurs évaluent l'incidence des nouvelles NIIF et des NIIF révisées conformément à l'adoption initiale. Jusqu'ici, les administrateurs considèrent peu probable que l'application de ces NIIF ait un impact notable sur les résultats du Groupe ou sur sa situation financière.

8. Instruments financiers

L'usage des instruments financiers au cours de ses opérations ordinaires expose le groupe aux risques financiers. Les risques financiers incluent le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le groupe n'a pas de politiques de gestion des risques écrites ni de directives. Cependant, le conseil d'administration se réunit régulièrement et coopère étroitement avec les représentants clés de la direction pour identifier et évaluer les risques et pour établir des stratégies de gestion des risques financiers. Le groupe n'a pas utilisé de dérivés ni d'autres instruments pour des opérations de couverture et ne détient pas ou n'a pas émis d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales. Les risques les plus importants auxquels le groupe est exposé sont décrits ci-dessous.

(i) Risque de change

Certaines dépenses d'exploitation et l'encaisse sont libellées en monnaies étrangères et sont donc soumises au risque de change. Le groupe n'a pas conclu d'instruments financiers dérivés pour minimiser ce risque et il n'estime pas que son exposition nette au risque de change soit significative.

Les espèces et les quasi-espèces libellées en monnaies étrangères et les produits à recevoir et les régularisations, convertis en dollars canadien au taux de change de clôture se présentent comme suit :

JAYDEN RESOURCES INC.
 Discussion et analyse de la direction
 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012

	Au 31 décembre 2012			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Actif :				
Placements susceptibles de vente				
- titres de capitaux propres répertoriés, à	40,073	-	-	40,073
	40,073	-	-	40,073

	Au 31 décembre 2011			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Actif :				
Placements susceptibles de vente				
- titres de capitaux propres répertoriés, à	37,318	-	-	37,318
	37,318	-	-	37,318

Le tableau suivant détaille la sensibilité du groupe à une hausse ou une baisse de 10 % en dollars canadiens par rapport aux éléments monétaires libellés en monnaies étrangères ci-dessus. L'analyse de la sensibilité inclut uniquement les éléments monétaires libellés en monnaies étrangères non réglés et ajuste leur conversion à la fin de l'exercice pour une variation de 10 % des taux de change. Un nombre positif indique une diminution de la perte pour l'exercice où les devises se raffermissent vis-à-vis du dollar canadien. Un nombre négatif résulte si les devises se déprécient par rapport au dollar canadien.

	Exercice clos le 31 décembre,			
	2012		2011	
	USD	Autre	USD	Autre
	\$	\$	\$	\$
Incidence sur la perte après impôt pour l'année et bénéfices non répartis				
- Le groupe	(178)	(28,158)	(923)	(30,612)
- La société	(204)	(28,158)	(490)	(30,612)

(ii) Risque de crédit

L'encaisse du groupe est détenue dans les institutions financières canadiennes agréées. Le groupe n'a pas de papier commercial adossé à des actifs. La direction estime que la concentration du risque de crédit par rapport à ses instruments financiers est minime.

Le groupe adopte des stratégies d'investissement conservatrices. Généralement, les investissements se font en titres liquides cotés sur les bourses des valeurs comptabilisées. Aucun achat sur marge n'est autorisé. Les prêts et les garanties financières accordés aux particuliers sur des entités individuelles doivent être approuvés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration contrôle quotidiennement la position globale des investissements du groupe et l'exposition.

Les politiques de crédit et de placement ont été suivies par le groupe puisque les exercices précédents se sont avérés efficaces en limitant l'exposition du groupe au risque de crédit à un niveau acceptable.

(iii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'instrument financier due à des variations des taux d'intérêts du marché. Le groupe possède des

avoirs productifs d'intérêts par rapport aux avoirs en banque et aux CPG portés aux taux d'intérêts variables en consultant le marché et les prêts d'administrateurs ne générant pas d'intérêt. Les détails sont donnés dans les remarques 17 et 19, respectivement. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation du groupe sont en grande partie indépendants des variations des taux d'intérêts du marché. Le groupe n'a pas utilisé d'instrument financier pour couvrir les fluctuations éventuelles des taux d'intérêt. L'exposition du groupe aux taux d'intérêts est minime. Le groupe n'a pas d'emprunt productif d'intérêt.

Les politiques de gestion du risque de taux d'intérêt sont suivies par le groupe depuis les exercices précédents et s'avèrent efficaces.

(iv) (iv) Risque de liquidité

La capacité du groupe à continuer comme une entreprise en exploitation dépend de la capacité de l'administration à lever le financement requis à travers les émissions de capitaux propres. Le groupe gère son risque de liquidité en prévoyant les flux de trésorerie provenant des opérations et en anticipant les activités de financement et d'investissement. La direction et le conseil d'administration sont également activement impliqués dans la révision, la planification et l'approbation des dépenses importantes et des engagements.

Les politiques de liquidité sont suivies par le groupe depuis les exercices précédents et s'avèrent efficaces dans le cadre de la gestion du risque de liquidité.

Les tableaux suivants détaillent les échéances contractuelles aux dates de clôture respectives des passifs financiers non dérivés du groupe, basées sur les flux de trésorerie contractuels non escomptés et la date la plus rapprochée à laquelle le groupe ou la société devra payer :

JAYDEN RESOURCES INC.
 Discussion et analyse de la direction
 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012

Le groupe	Valeur comptable	Total de la valeur non actualisée du flux de trésorerie contractuel	Au cours d'une année ou à la demande	Un à deux ans
	\$	\$	\$	\$
Au 31 décembre 2012				
Produits à payer et régularisations	196,244	196,244	196,244	-
Montants dus aux sociétés associées	14,178	14,178	14,178	-
Prêts d'un administrateur	1,015,872	1,015,872	-	1,015,872
	1,226,294	1,226,294	210,422	1,015,872
Au 31 décembre 2011				
Produits à payer et régularisations	182,363	182,363	182,363	-
Montants dus aux sociétés associées	18,629	18,629	18,629	-
	200,992	200,992	200,992	-
La société				
	Valeur comptable	Total de la valeur non actualisée du flux de trésorerie contractuel	Au cours d'une année ou à la demande	Un à deux ans
	\$	\$	\$	\$
Au 31 décembre 2012				
Produits à payer et régularisations	185,166	185,166	185,166	-
Prêts d'un administrateur	1,015,872	1,015,872	-	1,015,872
	1,201,038	1,201,038	185,166	1,015,872
Au 31 décembre 2011				
Produits à payer et régularisations	96,965	96,965	96,965	-
Montants dus aux sociétés associées	876	876	876	-
	97,841	97,841	97,841	-

(v) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est associé au risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'instrument financier due à des variations des taux d'intérêts du marché (autres que les variations des taux d'intérêts et des taux de change). Le groupe est exposé aux variations des cours du marché des capitaux propres répertoriés par rapport à ses placements classés comme placements susceptibles de vente (remarque 16).

Les politiques de gestion de l'autre risque de prix sont suivies par le groupe depuis les exercices précédents et s'avèrent efficaces.

Analyse de sensibilité

Les analyses de sensibilité ci-dessous ont été déterminées en se basant sur l'exposition au risque de variation du cours des actions à la date de clôture. Pour les besoins de l'analyse de sensibilité, le taux de sensibilité est de 148 % et 152 % pour les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2011 à la suite du marché financier changeant. Si les cours des actions étaient supérieurs/inférieurs à 148 %

et 152 %, l'autre résultat étendu pour les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2011 augmenterait/diminuerait approximativement de 41 490 \$ et 56 723 \$ respectivement. Ceci est dû aux variations de la juste valeur du placement en titres de capitaux propres répertorié classé comme placement susceptibles de vente.

(vi) Évaluations de la juste valeur comptabilisées dans les états consolidés de la situation financière

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur dans l'état de la situation financière selon la hiérarchie de juste valeur. La hiérarchie regroupe les actifs financiers selon trois niveaux basés sur la fiabilité relative des entrées significatives utilisées pour évaluer la juste valeur de ces actifs financiers. La hiérarchie de juste valeur comprend les trois niveaux suivants :

- Niveau 1 – cours du marché (non régularisé) dans les marchés actifs pour les actifs identiques;
- Niveau 2 – entrées autres que les cours du marché inclus dans le niveau 1 observables pour l'actif, soit directement (par exemple, les prix), soit indirectement (par exemple, issu des prix); et
- Niveau 3 – entrées pour l'actif n'étant pas basées sur des données observables du marché (entrées non observables).

Le niveau dans la hiérarchie de la juste valeur dans lequel l'actif financier est classé dans sa totalité est basé sur le niveau le plus bas de l'entrée qui a de l'importance pour l'évaluation de la juste valeur.

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière sont regroupés dans la hiérarchie de juste valeur comme suit :

	Au 31 décembre 2012			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Actif :				
Placements susceptibles de vente				
- titres de capitaux propres répertoriés, à la juste valeur	28,034	-	-	28,034
<hr/>				
	Au 31 décembre 2011			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Actif :				
Placements susceptibles de vente				
- titres de capitaux propres répertoriés, à la juste valeur	37,318	-	-	37,318

Il n'y a pas eu de transfert important entre les niveaux 1 et 2 dans les exercices financiers respectifs. Les méthodes et les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur sont inchangées par rapport aux exercices financiers précédents. Les titres de capitaux propres sont libellés en dollars canadiens. Les justes valeurs ont été déterminées selon leurs prix offerts cotés aux dates de clôture.

(vi) Catégories des actifs et des passifs financiers

Les valeurs comptables des actifs et des passifs financiers du groupe et de la société sont présentées dans les états de la situation financière comme suit :

JAYDEN RESOURCES INC.
Discussion et analyse de la direction
pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012

Le groupe	Au 31 décembre,	
	2012	2011
	\$	\$
Actifs financiers		
Placements susceptibles de vente	28,034	37,318
Prêts et produits à recevoir		
- Montant dû d'une société associée	257,279	-
- Espèces et quasi-espèces	227,074	1,537,340
	<u>484,353</u>	<u>1,537,340</u>
	<u>512,387</u>	<u>1,574,658</u>
Passifs financiers		
Aux coûts amortis		
- Produits à payer et à recevoir	(196,244)	(182,363)
- Montants dus aux sociétés associées	(14,178)	(18,629)
- Prêts d'un administrateur	(1,015,872)	-
	<u>(1,226,294)</u>	<u>(200,992)</u>
La société		
	Au 31 décembre,	
	2012	2011
	\$	\$
Actifs financiers		
Placements susceptibles de vente	28,034	37,318
Prêts et produits à recevoir		
- Montant dû d'une société associée	257,279	-
- Espèces et quasi-espèces	207,229	1,206,890
	<u>464,508</u>	<u>1,206,890</u>
	<u>492,542</u>	<u>1,244,208</u>
Passifs financiers		
Aux coûts amortis		
- Produits à payer et à recevoir	(185,166)	(96,965)
- Montants dus aux sociétés associées	-	(876)
- Prêts d'un administrateur	(1,015,872)	-
	<u>(1,201,038)</u>	<u>(97,841)</u>

9. Contrôle interne des rapports financiers

Le Directeur général (« DG ») et le Directeur financier (« DF ») de la Société, de concert avec la direction de la Société, sont responsables des renseignements communiqués dans la présente DAD et des autres communications externes de la Société. Pour la période terminée le 31 décembre 2012, le DG et le DF ont désigné, ou supervisé la désignation de contrôles des procédures de communication (« CPC ») afin de pouvoir garantir dans une mesure raisonnable que les renseignements importants portant sur la Société et ses filiales consolidées sont communiqués conformément aux exigences réglementaires et aux bonnes pratiques d'entreprises et que les CPC de la Société lui permettront de répondre aux exigences en vigueur sur la communication.

Le DG et le DF ont évalué l'efficacité des CPC de la Société et ont conclu que la lettre et l'application des CPC de la Société sont entrées en vigueur le 31 décembre 2012 et que la Société s'est dotée de CPC adéquats pour permettre d'assurer que les renseignements utilisés à l'interne par la direction et communiqués à l'externe sont, dans les aspects les plus importants, complets et fiables.

Le DG et le DF sont aussi chargés de définir les contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF ») en vigueur au sein de la Société dans le but de garantir dans une mesure raisonnable la fiabilité des rapports financiers et la préparation des états financiers diffusés à

l'extérieur de la Société conformément aux Normes internationales d'information financière (« NIIF »). Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a embauché un bureau de conseil international afin d'évaluer l'efficacité des CIIF de la Société.

Durant la définition et l'évaluation des CIIF de la Société, la direction a identifié des lacunes mineures, dont certaines ont été abordées ou sont actuellement abordées afin de rehausser les processus et contrôles de la Société. La Société emploie de mesures générales et de contrôles d'atténuation pour contrôler les lacunes pouvant être présentes dans les contrôles des processus. La direction entend poursuivre les améliorations des CIIF de la Société.

La direction de la Société, y compris son DG et son DF, croit que les CPC et CIIF, aussi bien élaborés et appliqués soient-ils, ne peuvent fournir qu'une assurance relative et raisonnable que les objectifs du système de contrôle sont atteints. De plus, la planification d'un système de contrôle doit rendre compte des contraintes budgétaires et les avantages des contrôles doivent être considérés en tenant compte de leurs coûts. En raison des limites intrinsèques à tout système de contrôle, aucun ne peut assurer de manière absolue que tous les problèmes éventuels de contrôle et possibilités de fraude, le cas échéant, au sein de la Société ont été réduits ou détectés. Ces limites intrinsèques comprennent la possibilité de faire de mauvais jugements avant la prise de décision, et que des interruptions peuvent survenir suite à de simples erreurs ou défauts. En outre, les contrôles peuvent être contournés par une seule ou plusieurs personnes, ou par des déviations illicites d'événements prévus. Il est en outre impossible de garantir qu'aucune mesure ne pourra garantir l'atteinte d'objectifs dans toutes les éventualités. Par conséquent, en raison des limites intrinsèques d'un système de contrôle rentable, il est possible que des déclarations fausses ou des erreurs soient faites sans être détectées.

Aucun changement apporté aux CIIF de la Société durant l'exercice terminée le 31 décembre 2012 ne pourrait toucher de manière importante ou être de nature à avoir un impact notable sur les CIIF de la Société.

10. Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et sont basés sur les antécédents et d'autres facteurs, y compris les prévisions d'événements futurs raisonnables étant donné les circonstances.

Hypothèses et estimations comptables critiques

La Société émet des estimations et hypothèses sur l'avenir. Les estimations comptables qui en résultent seront, par définition, rarement identiques aux résultats réels associés. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'ajustement matériel aux valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice financier suivant sont décrites ci-dessous :

Dépréciation

La direction de la Société use de son jugement pour estimer la vie utile de ses actifs amortissables. L'estimation de la vie utile correspond à l'estimation de la direction sur la durée des profits économiques tirés de l'utilisation de ces actifs. La Société amortit la propriété, l'usine et le matériel conformément à ses politiques comptables. Le montant comptable de la valeur de la propriété, de l'usine et du matériel est indiqué dans la remarque 9 de ses états financiers provisoires consolidés condensés.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

La Société reconnaît la responsabilité liée aux obligations de mise hors service d'immobilisations. Les coûts associés aux obligations de mise hors service sont estimés selon l'interprétation de la Société des exigences réglementaires en vigueur. En se fondant sur cette évaluation, la Société ne considère avoir aucune obligation importante liée à la mise hors service d'immobilisations pour les dates visées par le rapport.

Jugements critiques sur l'application des politiques comptables de la Société

Voici un jugement critique, distinct des jugements comprenant des estimations faits par la direction dans l'application des politiques comptables de la Société et ayant l'effet le plus notable sur les montants indiqués dans les états financiers.

Actifs d'exploration et d'évaluation

Lorsque des événements ou des changements de situations donnent à penser que le montant comptable des actifs au titre de l'exploration et de l'évaluation pourrait ne pas être récupéré, la Société tiendra compte des valeurs recouvrables de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Après avoir pris en compte l'environnement économique actuel, la direction révisé les projets de développement et d'exploration et confirme qu'il n'y a aucun indicateur de perte de valeur sur les actifs d'exploration et d'évaluation du groupe aux dates de clôture.

Dépréciation d'investissements disponibles à la vente

Pour les investissements disponibles à la vente, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur de marché en deçà de son coût constitue également une indication objective de dépréciation. Il faut faire preuve de jugement pour déterminer si la baisse de la juste valeur a été importante et/ou prolongée. Afin d'établir ce jugement, les données historiques sur la volatilité du marché ainsi que le prix du placement spécifique sont pris en compte.

11. Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

La présente DAD contient des énoncés prévisionnels visant à donner aux lecteurs les éléments de base pour évaluer la performance financière de la Société. Tout énoncé ne constituant pas un fait historique constitue un énoncé prévisionnel. Ce type d'énoncé peut être identifié par *croit que*, *envisage*, *anticipe*, *considère*, *visé*, *planifie*, *entend*, *continuera*, *budget*, *estimation*, *prévoit*, *pourrait* et les autres expressions de même nature. Les énoncés prévisionnels sont nécessairement fondés sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui, bien que considérées comme raisonnables par la Société, sont de par leur nature assujetties à d'importantes incertitudes et éventualités commerciales, économiques et concurrentielles.

Des facteurs connus et inconnus pourraient causer d'importantes déviations des énoncés prévisionnels. Parmi ces facteurs, on compte, sans limitation, les fluctuations sur les marchés des devises des dollars canadiens et américains, les prix des produits, les changements apportés par les gouvernements à la législation, à la fiscalité, aux contrôles et règlements et au développement économique et politique du Canada, des États-Unis ou d'autres pays où la Société mène ou pourrait mener ses activités, les risques associés à l'exploitation minière ou aux activités de développement, la nature spéculative de l'exploration et du développement, y compris le risque associé à la délivrance des licences et permis nécessaires et les quantités ou la teneur des réserves. Un grand nombre de ces incertitudes ou éventualités peuvent avoir un impact sur les résultats avérés de la Société et pourraient les faire dévier de manière importante par rapport à ceux indiqués de manière expresse ou implicite dans un énoncé prévisionnel fait par ou au nom de la Société.

Les lecteurs sont avertis que les énoncés prévisionnels ne constituent aucune garantie de performance future. Rien ne peut garantir que ces énoncés seront avérés. Les résultats et les événements futurs pourraient être très différents de ce qui a été prévu dans ces énoncés. Les présentes renvoient précisément à la dernière notice annuelle de la Société déposée auprès des autorités provinciales sur les titres qui contient une discussion sur certains facteurs sous-jacents aux énoncés prévisionnels. La Société nie toute intention et obligation de mettre à jour ou de revoir tout énoncé prévisionnel suite à de nouveaux renseignements, éventualités ou pour toute autre raison, sauf dans la mesure de ce qui est exigé par la loi en vigueur.